

## APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX

N°07/2024

### Cahier des Prescriptions Spéciales

**ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU POUR LE COMPTE DE  
L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE, DE LA PREVENTION ET  
DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC), en lot unique.**

*Passé en application des dispositions du point 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du  
paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été  
modifié et complété.*

## **PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES**

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix (séance publique) en application des dispositions du point 1 du paragraphe 1 de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

### **Entre**

L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par Monsieur Mohammed Bachir RACHDI en sa qualité de Président. Désigné ci-après par le terme « L'INSTANCE NATIONALE DE LA PROBITE DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION » ou « INPPLC » ou « Maître d'ouvrage » ou « MO ».

**D'UNE PART**

### **ET**

#### **1. Cas d'une personne morale :**

La société .....  
Représentée par Monsieur (Madame) ..... En qualité de .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social .....  
Patente n° .....  
Identifiant fiscal n° .....  
Inscrite au registre de commerce de ..... sous le .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Titulaire du compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....  
ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

**D'AUTRE PART**

### **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV**

#### **2. Cas de personne physique**

M. .... Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de ..... sous le n° .....  
Patente n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....  
Ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

**D'AUTRE PART**

### **IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV**

#### **3. Cas d'un groupement :**

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention ..... (les références de la convention) ..... :

##### **- Membre 1:**

M. .... qualité ..... Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social .....

N° de patente .....  
Registre de commerce de .....sous le n° .....  
Affilié à la C.N.S.S sous le n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....  
Ouvert auprès de .....  
- **Membre 2:** ..... (Servir les renseignements le concernant)  
- .....  
- .....

- **Membre n :** .....  
Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement)  
Ayant M ..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du  
groupement et coordinateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous  
n° (RIB sur 24 positions)  
Ouvert auprès .....  
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

**D'AUTRE PART**

#### **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**

##### **4. Cas d'un auto-entrepreneur**

Auto-entrepreneur: ..... M : ..... ..  
.....qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont  
conférés.  
Au capital social .....  
CNIE:.....  
Taxe professionnelle n° .....  
N° d'inscription au Registre national de l'auto-entrepreneur (ICE).....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE»

**D'autre part**

#### **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**

##### **5. Cas d'une coopérative ou union de coopératives**

La société ..... représentée par M : ..... qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social ..... Patente n° .....  
Registre de local des coopératives .....Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE»

**D'autre part**

#### **IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI**



## Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE .....	5
ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE .....	6
ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE .....	7
ARTICLE 9 : NANTISSEMENT .....	7
ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT.....	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE .....	8
ARTICLE 12 : DÉLAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	8
ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE .....	8
ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE .....	9
ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	9
ARTICLE 19 : ASSURANCE - RESPONSABILITE .....	10
ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL .....	10
ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT .....	10
ARTICLE 22 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE.....	11
ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD .....	11
ARTICLE 24 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE .....	11
ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC .....	12
ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	12
ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ .....	12
ARTICLE 28 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	12
ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES .....	12
ARTICLE 30 : DESCRIPTIFS DES FOURNITURES.....	13

## **CHAPITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet : Achat de mobilier de bureau pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

Les prestations à réaliser au titre du présent appel d'offres consistent en ce qui suit :

#### **Achat de mobilier de bureau pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC)**

La consistance détaillée et les descriptions techniques des prestations sont ceux détaillées au niveau du chapitre II du présent CPS.

### **ARTICLE 3 : LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'exécution des prestations se déroulera dans les bureaux du siège de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC) se trouvant à Avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, Hall B, 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> étage, Hay Riad- Rabat.

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents constitutifs du marché qui résultera du présent appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS);
3. Le bordereau du prix-détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du règlement des marchés de l'INPPLC, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE**

Le titulaire du marché est soumis aux textes généraux suivants :

- Le Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;



- Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat ;
- Le décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le décret n° 2-07-1235 du 05 Kaâda 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat tel qu'il a été modifié et complété ;
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495.19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents.

Tous les textes réglementaires complétant et modifiant les textes précités.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **ARTICLE 6 : PIÈCES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

Après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du CPS et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché, désignées à l'article 4 précité du présent CPS, à l'exception du CCAG-T.

Ces documents ne peuvent être délivrés qu'après constitution du cautionnement définitif, et ce conformément à l'article 13 du CCAG-T.

#### **ARTICLE 7 : VALIDITÉ ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 142 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le marché résultant du présent appel d'offres, ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations, objet du marché résultant du présent appel d'offres.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

L'approbation du marché ne doit être apposée qu'après expiration d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

## **ARTICLE 8 : ÉLECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE**

En application de l'article 20 du C.C.A.G-T, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

## **ARTICLE 9 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par **Monsieur le Président de l'Instance Nationale de la Probité de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.**

2- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir N° 1-15-05 du rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N° 112-13, est **le Président de l'INPPLC.**

3- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

4- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

5- Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable auprès de l'INPPLC**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

6- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire est tenu d'accomplir les formalités d'enregistrement de l'exemplaire unique conformément à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 10 : DROITS D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire du marché devra supporter les frais d'enregistrement du marché conformément à la réglementation en vigueur.



#### **ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE**

Toutes les prestations du présent appel d'offres constituent le corps d'état principal et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

#### **ARTICLE 12 : DÉLAI D'EXECUTION**

Le titulaire devra exécuter les prestations objet du présent appel d'offres dans un délai d'un (01) mois. Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations objet du marché découlant du présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

#### **ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX**

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

#### **ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DEFINITIF**

Le **cautionnement provisoire** est fixé à la somme de : **Cinq mille huit cent Dirhams (5 800,00 DHS)**.

Le montant du **cautionnement définitif** est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif devra être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Si Le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace sera restitué à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

#### **ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial augmenté le cas échéant, du montant des avenants.



La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive du marché.

#### **ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE**

Conformément à l'article 75 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est fixé à douze **(12) mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire du marché sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces fournitures supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception toutefois, de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 18 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

##### ❖ Modalités de livraison :

La livraison du mobilier de bureau objet du présent appel d'offres sera effectuée par le titulaire, à ses frais, et sous sa responsabilité, et ce, après préavis de 03 jours, donné au maître d'ouvrage. Le titulaire conserve l'entière responsabilité des transports et supporte les conséquences de toute perte, avarie ou retard dû au transport jusqu'au lieu de livraison désigné par le Maître d'ouvrage et indiqué à l'article 3 ci-dessus.

Le transport, la livraison, la décharge des articles seront à la charge du titulaire, qui doit préciser que les articles livrés sont de bonne qualité.

Le mobilier livré sera vérifié et testé par une commission de réception. Le mobilier présentant des anomalies ou défauts de fabrication ou des vices de fonctionnement ou bien de qualité modeste sera refusé et remplacé par le titulaire.

Le mobilier livré par le titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison établi en trois exemplaires. Ce bon doit indiquer :

- ✓ La date de livraison ;
- ✓ La référence au marché ;
- ✓ L'identification du prestataire ;
- ✓ L'identification des articles livrés (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des articles, quantités livrées, etc.).

Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés.

##### ❖ Conditions de livraison :

La livraison du mobilier sera effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du titulaire.

Avant d'accepter les articles, l'INPPLC, via la commission de réception, effectue tous les contrôles et les vérifications quantitatives et qualitatives nécessaires pour s'assurer de la conformité des articles livrés aux caractéristiques exigées et aux prescriptions techniques citées ci-dessous, l'INPPLC se réserve le droit de donner toute suite qu'elle jugera opportune au non-respect de ces caractéristiques conformément au CPS.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des anomalies sur le mobilier livré, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des articles non-conformes.

Les frais de manutention et de transport des articles refusés sont à la charge du titulaire.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel jugé non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire et la non-réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des articles refusés, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Les constatations faites par le maître d'ouvrage au cours des opérations de vérification sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du représentant du titulaire.

#### **ARTICLE 19 : ASSURANCE - RESPONSABILITE**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-applicable aux marchés des travaux, avant tout commencement de l'exécution du marché, le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité.

Le titulaire est tenu de renouveler les assurances prévues ci-dessus de manière à ce que la période d'exécution des prestations soit constamment couverte par lesdites assurances.

#### **ARTICLE 20 : SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Instance, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Instance des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

#### **ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT**

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire du marché est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en trois (3 exemplaires) décrivant le matériel livré et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant. Cette facture doit faire l'objet de dépôt électronique sur la plateforme GID-FOURNISSEURS.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant, et du montant de la retenue de garantie.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire ouvert à son nom, indiqué dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.



## **ARTICLE 22 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

### **Réception provisoire :**

La réception provisoire des fournitures objet du présent appel d'offres sera prononcée qu'après livraison intégrale des articles prévues par le présent appel d'offres et à condition que les opérations de vérification n'aient donné lieu à aucune observation sur la conformité des articles livrés de la part du Maître d'Ouvrage.

Dans le cas contraire, elle ne pourra être prononcée que lorsque toutes les reprises de mise au point nécessaires auront été effectuées sans entraîner pour autant une quelconque modification du délai contractuel prévu à l'article 12.

Lorsque toutes les livraisons faisant l'objet du présent marché auront été achevées et réceptionnées dans les conditions susvisées, un procès-verbal de réception provisoire sera établi et signé par la ou les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le prestataire.

### **Réception définitive :**

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le titulaire du marché.

## **ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD**

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché conformément à l'article 65 du CCAG-T. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire du marché de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (08 %) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

## **ARTICLE 24 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE**

Le titulaire du marché garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au titulaire du marché le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

## **ARTICLE 25 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

## **ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux conditions et modalités prévues par l'article 150 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés des travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

## **ARTICLE 28 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Sont applicables les dispositions de l'article 47 du décret n°2-14-394 du 13 mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux pour le compte de l'Etat.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- la neige : 50 cm
- la pluie : 100 mm
- le vent : 100 km/h
- le séisme : 6 degrés sur l'échelle de Richter.

## **ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents.



## **CHAPITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 30 : DESCRIPTIFS DES FOURNITURES**

Le mobilier de bureau objet du présent appel d'offres est défini dans le tableau ci-dessous. Il doit être de premier choix et de bonne qualité. Il ne sera réceptionné par le maître d'ouvrage que s'il répond aux caractéristiques exigées, notamment en termes de qualité.

N° de prix	Désignation
1	<p><b>Bench de 2 postes avec écran frontaux en tissu acoustique et structure en pieds arche :</b>  Bureau L 1600 x P 1600 x H 720mm.  Bureaux cadres avec structure et piètement métallique en arche en section tubulaire d'acier rectangulaire de 50 x 15 x ép. 1.5 mm, peintes avec des poudres époxy.  Bureau prévu avec piètements munis aux deux extrémités inférieures d'embases en Nylon moulé logeant un pied de mise à niveau.  Bureau prévoyant une goulotte métallique de gestion horizontale de câblage.  Bureau avec dessus en mélaminé épaisseur 20mm Classe E1 avec chant en ABS 2 mm sur tout le pourtour.  Ecran acoustique.  Ecran posé sur bureau avec deux pièces de fixation. Ecran en tissu à motif niches en 3D acoustique.  Ecrans d'une dimension de L 1400 x P 25 x H 355mm.  Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
2	<p><b>Bureau individuel avec structure en pieds arche :</b>  Bureau L 1600 x P 800 x H 720mm.  Bureaux cadres avec structure et piètement métallique en arche en section tubulaire d'acier rectangulaire de 50 x 15 x ép. 1.5 mm, peintes avec des poudres époxy.  Bureau prévu avec piètements munis aux deux extrémités inférieures d'embases en Nylon moulé logeant un pied de mise à niveau.  Bureau prévoyant une goulotte métallique de gestion horizontale de câblage.  Bureau avec dessus en mélaminé épaisseur 20mm Classe E1 avec chant en ABS 2 mm sur tout le pourtour.  Bureau prévu avec panneau de façade.  Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
3	<p><b>Fauteuil de travail avec dossier en maille tendue avec support en pvc sur la périphérie du dossier et assise en tissu :</b>  Fauteuil de travail disposant des réglages d'ergonomie d'assise. Fauteuil réglable en hauteur, basculant avec tension de basculement réglable, soutien lombaire réglable en hauteur, accoudoirs souples réglables en hauteur/profondeur. Assise en tissu et dossier en maille tendue avec encadrement périphérique.  Fauteuil monté sur piètement 5 branches métallique finition aluminium avec roulettes  *Dimensions du fauteuil en mm :  Largeur totale du fauteuil 660mm  Largeur du dossier 500mm  Largeur accoudoirs 75mm  Hauteur d'assise 420 à 520mm  Hauteur du fauteuil 1190 à 1290mm  Hauteur du dossier 510mm sans la tetière  Profondeur de l'accoudoir 205 mm  Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
4	<p><b>Caisson roulant avec 3 tiroirs :</b>  Caisson sur roulettes à 3 tiroirs  Caisson 3 tiroirs en mélamine identique au plan de travail avec 3 tiroirs fermant à clé interchangeables et monté sur roulettes avec système anti basculement. Tiroirs montés sur glissières télescopiques.  Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
5	<p><b>Bureau avec retour pieds en arche :</b>  Bureau L 1800 x P 800 x H 720 mm  Bureaux avec structure et piètement métallique en arche réalisé en section tubulaire d'acier rectangulaire de 50 x 15 x ép. 1.5 mm, peintes avec des poudres époxy.</p>

	<p>Bureau prévu avec piètements munis aux deux extrémités inférieures d'embases en Nylon moulé logeant un pied de mise à niveau.</p> <p>Bureau prévoyant une goulotte métallique de gestion horizontale de câblage.</p> <p>Bureau avec dessus en mélaminé épaisseur 20mm Classe E1 avec chant en ABS 2 mm sur tout le pourtour.</p> <p>Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
6	<p><b>Fauteuil à dossier haut avec tête intégrée :</b></p> <p>Fauteuil avec assise totalement en cuir véritable et dossier en maille tendue avec encadrement périphérique.</p> <p>Fauteuil de travail disposant des réglages d'ergonomie d'assise. Fauteuil réglable en hauteur, basculant avec tension de basculement réglable, accoudoirs souples réglables en hauteur et en profondeur.</p> <p>Piètements 5 branches en aluminium chromé monté sur roulettes.</p> <p>*Dimensions du fauteuil en mm :</p> <p>Largeur totale du fauteuil 700mm</p> <p>Largeur du dossier 520mm</p> <p>Largeur accoudoirs 100 mm</p> <p>Hauteur d'assise 420 à 520mm</p> <p>Hauteur du fauteuil 990 à 1090mm</p> <p>Profondeur d'assise 430 à 490mm</p> <p>Profondeur de l'accoudoir 225mm</p> <p>Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>
7	<p><b>Fauteuil visiteur roulant avec assise en cuir écologique :</b></p> <p>Fauteuil visiteur avec dossier en maille tendue avec support en pvc sur la périphérie du dossier et assise en cuir écologique.</p> <p>Fauteuil visiteur disposant des réglages d'ergonomie d'assise. Fauteuil réglable en hauteur, basculant avec tension de basculement réglable, soutien lombaire réglable en hauteur, accoudoirs souples réglables en hauteur/profondeur. Assise en cuir écologique et dossier en maille tendue avec encadrement périphérique.</p> <p>Fauteuil monté sur piètement 5 branches métallique finition aluminium avec roulettes.</p> <p>*Dimension du fauteuil en mm :</p> <p>Largeur totale du fauteuil 660mm</p> <p>Largeur du dossier 500mm</p> <p>Largeur accoudoirs 75mm</p> <p>Hauteur d'assise 420 à 520mm</p> <p>Hauteur du fauteuil 990 à 1090mm</p> <p>Profondeur d'assise 430 à 490mm</p> <p>Profondeur de l'accoudoir 225mm</p> <p>Finition et couleurs au choix du maître d'ouvrage.</p>



### **CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF**

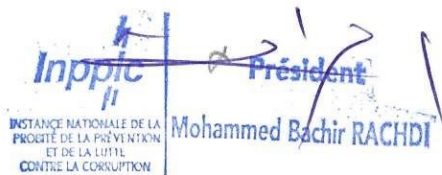
N° de prix	Désignation	Unité	Quantité	PU HT	PT HT
1	Bench de 2 postes avec écran frontaux en tissu acoustique et structure en pieds arche	U	10		
2	Bureau individuel avec structure en pieds arche	U	02		
3	Fauteuil de travail avec dossier en maille tendue avec support en pvc sur la périphérie du dossier et assise en tissu	U	22		
4	Caisson roulant avec 3 tiroirs	U	23		
5	Bureau avec retour pieds en arche	U	01		
6	Fauteuil à dossier haut avec tête intégrée	U	01		
7	Fauteuil visiteur roulant avec assise en cuir écologique	U	01		
				<b>TOTAL HT</b>	
				<b>TVA 20%</b>	
				<b>TOTAL TTC</b>	

**APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRE DE PRIX N° 07/2024**

**L'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**

**Objet :** Achat de mobilier de bureau pour le compte de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre La Corruption (INPPLC), en lot unique.

**Cachet et signature de l'INPPLC**  
**(Maître d'ouvrage)**



**Signature du concurrent**

*(Mention « Lu et accepté », qualité du signataire manuscrite)*